

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2004-2005

1^{er} FÉVRIER 2005**Proposition de résolution concernant
les femmes, la paix et la sécurité****RAPPORT**

FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES
ET DE LA DÉFENSE
PAR MME DE ROECK

I. INTRODUCTION

La proposition de résolution n° 3-902/1 a été déposée par Mme Sabine de Bethune et consorts le 17 novembre 2004. La commission des Relations extérieures et de la Défense l'a examinée au cours de ses réunions des 11 janvier et 1^{er} février 2005.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2004-2005

1 FEBRUARI 2005

**Voorstel van resolutie over vrouwen, vrede
en veiligheid****VERSLAG**

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN
EN VOOR DE LANDSVERDEDIGING
UITGEBRACHT
DOOR MEVROUW DE ROECK

I. INLEIDING

Het voorstel van resolutie nr. 3-902/1 is ingediend door mevrouw Sabine de Bethune c.s. op 17 november 2004. De commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en voor de Landsverdediging heeft dit voorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 11 januari en 1 februari 2005.

Composition de la commission/Samenstelling van de commissie :

Président/Voorzitter: François Roelants du Vivier**A. Membres/Leden:**

SP.A-SPIRIT Staf Nimmegeers, Fatma Pehlivan, Lionel Vandenberghe.
VLD Pierre Chevalier, Jean-Marie Dedecker, Paul Wille.
PS Jean Cornil, Pierre Galand, Olga Zrihen.
MR Marie-Hélène Crombé-Berton, Alain Destexhe, François Roelants du Vivier.
CD&V Sabine de Bethune, Erika Thijs.
CDH Christian Brotcorne.
Vlaams Belang Jurgen Ceder, Karim Van Overmeire.

B. Suppléants/Plaatsvervangers:

Mimount Bousakla, Jacenta De Roeck, Bart Martens, Fauzaya Talhaoui.
Stefaan Noreilde, Annemie Van de Casteele, Patrik Vankrunkelsven, Luc Willems.
Jean-Marie Happart, Joëlle Kapompolé, Marie-José Laloy, Philippe Mahoux.
Jihane Annane, Jean-Marie Cheffert, Berni Collas, Christine Defraigne.
Wouter Beke, Luc Van den Brande, Marc Van Peel.
Francis Delpérée, Clotilde Nyssens.
Yves Buysse, Joris Van Hautem, Wim Verreycken.

*Voir:***Documents du Sénat:****3-902 - 2004/2005:**

- N° 1: Proposition de résolution de Mme de Bethune et consorts.
- N° 2: Amendements.

*Zie:***Stukken van de Senaat:****3-902 - 2004/2005:**

- Nr. 1: Voorstel van resolutie van mevrouw de Bethune c.s.
- Nr. 2: Amendementen.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE MME DE BETHUNE

L'intervenante explique que les femmes sont traditionnellement présentées comme des victimes de la guerre. Il est important de pouvoir jeter un regard global sur le rôle des femmes, car celles-ci sont également des interlocutrices actives dans les processus de paix.

Il y a des différences entre les hommes et les femmes, en ce qui concerne aussi bien la répartition des tâches et des rôles et l'accès au bien-être, aux activités économiques et au marché du travail que la participation au processus décisionnel. On fait également une distinction entre les femmes elles-mêmes, selon qu'on envisage leur rôle en tant que chef de ménage, activiste pour la paix ou actrice du processus décisionnel au sein de leur propre communauté. L'Institut néerlandais des relations internationales «Clingendael» a consacré une importante étude au rôle de la femme en temps de guerre et en temps de paix. Les auteurs de l'étude distinguent sept rôles différents: (1) les femmes qui sont victimes de violences (sexuelles), (2) les femmes combattantes, (3) les activistes pour la paix dans le secteur des ONG, (4) les promotrices de la paix dans les négociations formelles de paix entre belligérants, (5) les femmes qui survivent en marge du conflit, (6) les femmes chef de famille et (7) les femmes actives dans le secteur informel et sur le marché du travail normal. Il faut également noter que les femmes peuvent assumer au même moment plusieurs de ces rôles et que ceux-ci peuvent évoluer au cours du conflit.

La plate-forme d'organisations pacifistes flamandes qui a organisé la «Semaine flamande pour la paix 2004», avec le soutien d'une grande partie de la société civile et de la vie associative flamandes, a choisi de développer sa campagne annuelle autour du thème «Les femmes, moteur de la paix». Les quatre «marraines» de cette «Semaine flamande pour la paix», qui appartiennent toutes au monde politique, sont Vera Dua (Groen!), Anne Van Lancker (SP.A), Annemie Neyts (VLD) et Sabine de Bethune (CD&V).

Au cours de la semaine flamande pour la paix, la commission «Mondialisation» du Parlement fédéral a rencontré quatre femmes pacifistes: Natalja Estemirova de Tchétchénie, sœur Marie Jeanne Nyanduruko du Burundi, Nicola Rodgers d'Irlande du Nord et Bahia Amra de Palestine.

Les 9 et 10 décembre 2004, la présidence néerlandaise de l'Union européenne a organisé à Amsterdam des journées d'étude pour les 25 États membres de celle-ci, en vue d'élaborer un plan d'action uniforme au sein de l'UE.

La clé de voûte du dispositif est la résolution n° 1325 du 31 octobre 2000 du Conseil de sécurité des

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR MEVROUW DE BETHUNE

Spreekster legt uit dat vrouwen traditioneel als slachtoffer van de oorlog worden in beeld gebracht. Het is belang dat men de rol van vrouwen globaal bekijkt omdat zij immers ook actieve partners zijn in de vredesprocessen.

Er zijn verschillen tussen mannen van vrouwen zowel in taak- en rolverdeling, in toegang tot welvaart, in economische of arbeidsprocessen als in de deelname aan besluitvorming. Er wordt ook een onderscheid gemaakt tussen vrouwen onderling naargelang hun rol als gezinshoofd, vredesactiviste of als actor in de eigen gemeenschap op vlak van de besluitvorming. Het Nederlandse instituut voor Internationale Betrekkingen «Clingendael» heeft een belangrijke studie gewijd aan de vrouw in oorlogs- en vredessituaties. Zij onderscheiden zeven rollen: (1) vrouwen als slachtoffers van (seksueel) geweld, (2) vrouwen als strijdsters, (3) vrouwen als vredesactivistes in de NGO-sector, (4) vrouwen voor vrede in de formele vredesonderhandelingen, (5) vrouwen als overlevers in de marge van het conflict, (6) vrouwen als gezinshoofd, (7) vrouwen in de informele sector en op de reguliere arbeidsmarkt. Tevens wordt benadrukt dat die rollen elkaar kunnen overlappen en in de loop van het conflict ook kunnen evolueren.

De Vlaamse Vredesweek 2004, georganiseerd door een platform van Vlaamse vredesorganisaties en met de steun van een groot deel van het Vlaamse middenveld en verenigingsleven, stelt in haar jaarlijkse campagne het thema «Vrouwen als kracht voor vrede» voorop. Vier Vlaamse politica's werden aangezocht om het meterschap van de Vlaamse Vredesweek op zich te nemen: Vera Dua (Groen!), Anne Van Lancker (SP.A), Annemie Neyts (VLD) en Sabine de Bethune (CD&V).

In de loop van de Vlaamse Vredesweek heeft de federale parlamentscommissie «Globalisering» een ontmoeting gehad met vier vredesvrouwen: Natalja Estemirova uit Tsjetsjenië, sœur Marie Jeanne Nyanduruko uit Burundi, Nicola Rodgers uit Noord-Ierland en Bahia Amra uit Palestina.

Het Nederlands Europees Voorzitterschap heeft in Amsterdam op 9 en 10 december 2004 studiedagen gehouden met de 25 lidstaten van de Europese Unie om een eenvormig actieplan binnen de Europese Unie tot stand te brengen.

De sluitsteen van deze problematiek is de resolutie van de Veiligheidsraad nr. 1325 van 31 oktober 2000

Nations unies, qui fournit un cadre afin de remédier à la problématique des femmes dans les processus de paix. Cette résolution appelle les pays concernés à développer un plan d'action national en la matière. La Belgique n'a élaboré un plan d'action que pour l'armée. Celui-ci vise à instaurer un équilibre entre les hommes et les femmes parmi le personnel. Les Pays-Bas et plusieurs pays scandinaves ont déjà développé un plan d'action général afin d'exécuter la résolution 1325 du Conseil de sécurité.

Ce dernier a chargé le secrétaire général d'élaborer, d'ici octobre 2005, un plan d'action général pour la mise en œuvre de la résolution 1325 dans tous les pays membres des Nations unies.

C'est seulement à l'occasion de la conférence mondiale sur les femmes «Pékin + 5», organisée à New York les 5 et 6 juin 2000, dans le prolongement de la conférence internationale sur les femmes, tenue à Pékin en septembre 1995, que ce thème fut mis à l'ordre du jour. Dans la perspective de la conférence «Pékin + 10», qui aura lieu en mars 2005, il faut veiller à ce que la politique de la Belgique évolue dans le même sens.

À cet effet, plusieurs recommandations ont été adressées au gouvernement fédéral. La proposition de résolution appelle à une mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU par le biais d'un plan d'action national concret qui s'inscrit dans le cadre d'une politique de paix et de prévention des conflits.

Ainsi recommande-t-on à la Belgique d'aborder cette problématique par la voie aussi bien multilatérale que bilatérale, de présenter également des candidatures féminines pour les postes d'experts et de garantir un équilibre entre les hommes et les femmes dans la carrière diplomatique.

En ce qui concerne l'armée, il faut prendre en compte l'expertise concernant la dimension de genre lors de négociations de paix et prévoir un entraînement à cet effet. Le tout sera répercuté au niveau de la Commission du suivi des missions à l'étranger du Sénat. La dimension de genre doit être mise en exergue dans le cadre de ces missions et être attestée par les rapports qui y sont consacrés.

Il faut également que le ministre de la Coopération au développement soit sensible à la dimension de genre dans le cadre des programmes d'aide et de reconstruction. Celui-ci vient d'ailleurs de présenter au Sénat un projet concernant la protection des droits reproductifs de la femme dans l'est du Congo. À cette occasion, il a indiqué qu'outre les 25 millions d'euros consacrés à la lutte contre le SIDA, on a prévu un budget exceptionnel de 8 millions d'euros, étalé sur les 4 prochaines années, afin de participer au projet dirigé par le Fonds des Nations unies pour la population, l'UNICEF et le Haut commissariat aux réfugiés.

waarbij een kader wordt gecreëerd voor de oplossing van de vrouwenproblematiek in vredesprocessen. Deze resolutie roept de betrokken landen op om ter zake een nationaal actieplan op te stellen. België heeft enkel een actieplan voor het leger. Hierin wordt getracht een evenwicht te bewerkstelligen tussen mannelijke en vrouwelijke personeelsleden. Nederland en een aantal Scandinavische landen hebben wel reeds een algemeen actieplan ter uitvoering van resolutie 1325 van de Veiligheidsraad.

De VN-veiligheidsraad heeft aan de Secretaris-generaal opdracht gegeven om tegen oktober 2005 een algemeen plan uit te werken voor de implementatie van resolutie 1325 in alle VN-landen.

Deze problematiek is pas echt gelanceerd op de Peking + 5 internationale vrouwenconferentie gehouden te New York op 5 en 6 juni 2000, in opvolging van de internationale vrouwenconferentie van Peking van september 1995. In het vooruitzicht van de Peking + 10 conferentie van maart 2005 is het wel van belang dat de Belgische politiek mee evolueert.

Er worden een aantal aanbevelingen gedaan aan de federale regering inzake deze problematiek. In het voorstel van resolutie wordt opgeroepen om de resolutie 1325 van de VN Veiligheidsraad uit te voeren via een concreet nationaal actieplan, dat kadert in een vredes- en conflictpreventiebeleid.

Er wordt op aangedrongen dat België zowel op multilateraal als op bilateraal vlak deze problematiek op de agenda zou brengen. Er wordt gevraagd aan ons land om bij het voorstellen van experten ook vrouwelijke kandidaten te voorzien. Er wordt eveneens aangedrongen op een evenwicht tussen mannen en vrouwen binnen de diplomatieke carrière.

Voor het leger dient er rekening gehouden te worden met de genderexpertise voor vredesonderhandelingen met training daaromtrent. Er moet een terugkoppeling zijn met de Commissie voor de opvolging van buitenlandse missies van de Senaat. De genderdimensie van de buitenlandse missies moet benadrukt worden en moet blijken uit de rapporten die hierover worden gemaakt.

De minister van Ontwikkelingssamenwerking moet binnen de hulp- en wederopbouwprogramma's ook aandacht schenken aan de gender-dimensie van de problematiek. De minister van Ontwikkelingssamenwerking heeft trouwens recent in de Senaat toelichting gegeven over een project voor de bescherming van de reproductieve rechten van vrouwen in Oost-Congo. Hij legde hierbij uit dat naast de 25 miljoen euro voor de strijd tegen AIDS een uitzonderlijk budget van 8 miljoen euro wordt voorzien, gespreid over de volgende 4 jaar, om deel te nemen aan het project geleid door het Bevolkingsfonds van de Ver-

La Belgique sera, avec les Pays-Bas, le principal bailleur de fonds de la plus grande action jamais menée dans la lutte contre la violence sexuelle dans le tiers monde. (Demande d'explications n° 3-466 de Mme de Bethune au ministre de la Coopération au développement, doc. Sénat, Annales 3/86 du 2 décembre 2004).

Quant au ministre de l'Intérieur, on attire également son attention sur ce point, car il n'est pas rare qu'outre des militaires, des membres du personnel de la protection civile et des services de police soient envoyés dans des zones de conflit.

III. DISCUSSION GÉNÉRALE

Mme De Roeck souligne que, le 19 novembre 2002, elle a déposé une proposition de résolution relative à la promotion du rôle des femmes dans la construction de la paix et à un plan d'action fédéral pour l'exécution de la résolution 1325 des Nations unies (doc. Sénat, n° 3-926/1). Sa proposition de résolution, qui est centrée sur cette résolution des Nations unies, est très succincte, car l'intervenante croit en la force des revendications concises et claires. Les revendications formulées dans sa proposition portent entièrement et simplement sur les femmes et la paix, et elles s'inscrivent parfaitement dans le cadre de la «Semaine pour la paix». Soulignant l'importance du rôle de la femme dans la prévention des conflits, Mme De Roeck cite l'exemple des femmes «Sadek», qui parlent d'une seule voix face aux États-Unis et à l'Union européenne, et des femmes Sahraouies, qui maintiennent depuis trente ans la pérennité d'une société dans des campements misérables.

L'intervenante se dit toutefois prête à soutenir la proposition de résolution de Mme de Bethune, à condition que celle-ci soit adaptée. Elle déposera dès lors des amendements en ce sens.

Mme Olga Zrihen estime qu'il y a une complémentarité entre, d'une part, le travail du comité d'avis de l'égalité des chances entre femmes et hommes et d'autre part, celui de la commission des Relations extérieures et de la Défense en ce qui concerne la protection des droits de la femme. Il ne s'agit pas d'une revendication féministe mais d'un élément qui relève des droits fondamentaux de l'être humain.

M. Brotcorne estime que le point 4.2 de la proposition de résolution, qui constitue une des recommandations au ministre de la coopération au développement, est trop vaste. L'exigence d'inscrire dans tous les programmes d'aide, des critères garantissant que le principe de l'égalité des hommes et des femmes sera respecté lui semble excessive. En effet, ce principe est susceptible d'empêcher l'action concrète sur le terrain.

enigde Naties, UNICEF en het Hoog Commissariaat voor de Vluchtelingen. België zal samen met Nederland de hoofdfinancier zijn van de grootste actie die ooit gevoerd werd tegen seksueel geweld in de derde wereld. (Vraag om uitleg nr. 3-466 van mevrouw de Bethune aan de minister Van Ontwikkelingssamenwerking, stuk Senaat, Handelingen 3/86 van 2 december 2004).

De minister van Binnenlandse Zaken wordt gevraagd om hiervoor ook aandacht te hebben omdat naast militairen ook vaak personeel van de civiele bescherming en van de politiediensten wordt uitgestuurd naar conflictgebieden.

III. ALGEMENE BESPREKING

Mevrouw De Roeck wijst er op dat zij op 19 november 2002 een voorstel van resolutie heeft ingediend betreffende de bevordering van de rol van vrouwen bij vredesopbouw en een federaal actieplan voor de uitvoering van VN-resolutie 1325 (stuk Senaat, nr. 3-926/1). Haar voorstel van resolutie spitst zich toe op deze VN-resolutie en is zeer beknopt, omdat ze gelooft in de kracht van korte, duidelijke eisen. De eisen uit haar voorstel gaan volledig en enkelvoudig over vrouw en vrede, en passen helemaal in het kader van de Vredesweek. Mevrouw De Roeck onderstreept de kracht van de vrouw inzake conflictpreventie, en noemt de voorbeelden van de Sadekvrouwen, die zich als één groep uitsprekt en staat tegenover de VS en de EU, en de Saharawi-vrouwen, die al 30 jaar lang een maatschappij overeind houden in erbarmelijke tentenkampen.

Spreekster is echter bereid zich aan te sluiten bij het voorstel van resolutie van mevrouw de Bethune, mits deze wordt aangepast. Zij zal dan ook amendementen indienen.

Mevrouw Olga Zrihen meent dat het adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen enerzijds en de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en voor de Landsverdediging anderzijds elkaars werk met betrekking tot de bescherming van de vrouwenrechten kunnen aanvullen. Het gaat niet om een feministische eis maar om een aspect van de fundamentele rechten van iedere mens.

De heer Brotcorne vindt punt 4.2 van het voorstel van resolutie — één van de aanbevelingen tot de minister van Ontwikkelingssamenwerking —, te ruim. Het lijkt hem overdreven om te eisen dat in alle hulpprogramma's criteria worden opgenomen die ervoor zorgen dat het principe van gelijkheid van mannen en vrouwen wordt geëerbiedigd. In de praktijk kan dit een hinderpaal vormen voor concrete acties.

Mme de Bethune répond que la dimension de genre devait déjà être considérée, selon la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge, comme un thème horizontal par rapport à tous les projets sur le terrain. Cet élément a donc déjà été intégré dans la politique.

M. Galand estime qu'il faut renforcer certains éléments de la proposition de résolution. Il ne peut pas marquer son accord sur l'exigence d'avoir plus de femmes dans l'armée.

Il se demande s'il a été tenu compte de la dernière directive de l'Union européenne en matière d'asile.

IV. DISCUSSION DES ARTICLES

Amendement n° 1

Mme Durant dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-902/2, amendement n° 1) qui vise à souligner la situation particulière des femmes en matière d'asile.

Amendement n° 2

Mme Durant dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-902/2, amendement n° 2) qui vise à souligner que toute politique fédérale doit être dotée d'un volet «égalité des chances entre hommes et femmes» également au niveau budgétaire.

Amendement n° 3

Mme Durant dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-902/2, amendement n° 3) qui tend à prévoir que le parlement doit être informé des programmes de formation des militaires qui participent aux missions à l'étranger.

Amendement n° 4

Mme Durant dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-902/2, amendement n° 4) qui tend à souligner l'aspect du «gender budgeting».

Amendement n° 5

Mme Durant dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-902/2, amendement n° 5) qui tend à prendre en compte les faits de violence commis à l'encontre des femmes, demandeuses d'asile.

Amendement n° 6

Mme De Roeck dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-902/2, amendement n° 6) qui vise à mettre

Mevrouw de Bethune antwoordt dat in de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking reeds werd gesteld dat de genderdimensie een horizontaal aandachtspunt moet zijn ten aanzien van alle projecten op het terrein. Dit element is dus reeds in het beleid verwerkt.

De heer Galand vindt dat bepaalde onderdelen van het voorstel van resolutie meer moeten worden benadrukt. Hij kan het niet eens zijn met de eis om meer vrouwen op te nemen in het leger.

Hij vraagt of er voorts rekening is gehouden met de jongste richtlijn van de Europese Unie inzake asiel.

IV. BESPREKING VAN DE ARTIKELEN

Amendement nr. 1

Mevrouw Durant dient een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-902/2, amendement nr. 1), dat ertoe strekt de aandacht te vestigen op de bijzondere situatie van vrouwen inzake asiel.

Amendement nr. 2

Mevrouw Durant dient een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-902/2, amendement nr. 2), dat ertoe strekt te benadrukken dat in iedere federale beleidsvorm ook een aspect «gelijke kansen van mannen en vrouwen» aan bod moet komen, ook op vlak van de begroting.

Amendement nr. 3

Mevrouw Durant dient een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-902/2, amendement nr. 3), dat ertoe strekt te bepalen dat het parlement op de hoogte wordt gebracht van de opleidingsprogramma's voor militairen die met een opdracht naar het buitenland vertrekken.

Amendement nr. 4

Mevrouw Durant dient een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-902/2, amendement nr. 4), dat het aspect van de genderbudgeting wil benadrukken.

Amendement nr. 5

Mevrouw Durant dient een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-902/2, amendement nr. 5), dat ertoe strekt rekening te doen houden met geweldpleging tegen vrouwen die asiel aanvragen.

Amendement nr. 6

Mevrouw De Roeck dient een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-902/2, amendement nr. 6) dat

le point 1.6 des recommandations au gouvernement fédéral en harmonie avec le texte de la résolution du 4 avril 2003 de Dirk Van der Maelen concernant la création d'une cellule de prévention des conflits au sein de l'Institut royal des relations internationales. À ce jour, le ministre des Affaires étrangères n'a pas encore donné suite à cette résolution, qui a pourtant été votée il y a plus de deux ans. Vu l'ampleur de la résolution en question, cet élément très important peut y être ajouté sans aucun problème.

Amendement n° 7

Mme De Roeck dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-902/2, amendement n° 7) qui vise à demander que les initiatives nécessaires soient prises en vue de mettre en œuvre la résolution visée à l'amendement n° 6. Elle donne, elle aussi, personnellement la préférence à un centre à part entière, mais la création d'une cellule lui paraît plus réalisable. Vu l'absence de réaction du ministre des Affaires étrangères, elle opérerait pour une solution réalisable.

Amendement n° 8

Mme de Bethune dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-902/2, amendement n° 8) qui vise à attirer l'attention sur la conférence ministérielle sur l'égalité entre les hommes et les femmes qui s'est tenue à Skopje en janvier 2003 au sujet de la dimension du genre dans la problématique de la prévention des conflits.

Amendement n° 9

Mme de Bethune dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-902/2, amendement n° 9) qui vise à souligner la nécessité d'informer le personnel des missions de paix qu'il ne peut pas accepter de services à caractère sexuel proposés sur place.

Amendement n° 10

Mme de Bethune dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-902/2, amendement n° 10) qui tend à faire référence, dans la résolution, à la demande que le Conseil de sécurité des Nations unies a adressée au Secrétaire général, visant à ce qu'un plan d'action soit déposé en vue de l'application de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies.

Amendement n° 11

Mme de Bethune dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-902/2, amendement n° 11) qui tend à

ertoe strekt punt 1.6 van de aanbevelingen aan de federale regering in overeenstemming te brengen met de tekst van de resolutie van 4 april 2003 van Dirk Van der Maelen betreffende de oprichting van een cel conflictpreventie binnen het Koninklijk Instituut voor Internationale Betrekkingen. Aan deze resolutie werd tot hier toe nog geen gevolg gegeven door de minister van Buitenlandse Zaken hoewel ze al meer dan 2 jaar geleden gestemd is. Gezien de omvang van deze resolutie kan dit heel belangrijk item gerust toegevoegd worden.

Amendement nr. 7

Mevrouw De Roeck dient een amendement (stuk Senaat, nr. 3-902/2, amendement nr. 7) dat ertoe strekt aan te dringen op de uitvoering van de resolutie waarvan sprake in amendement nr. 6. Zij geeft zelf eveneens de voorkeur aan een volwaardig centrum, maar een cel is haalbaarder. Gezien het uitstel van de minister van Buitenlandse Zaken zou zij voor het haalbare gaan.

Amendement nr. 8

Mevrouw de Bethune dient een amendement (stuk Senaat, nr. 3-902/2, amendement nr. 8) in dat ertoe strekt de aandacht te vestigen op de ministeriële conferentie over gelijkheid tussen mannen en vrouwen in Skopje in januari 2003 betreffende de genderdimensie in de problematiek van de conflictpreventie.

Amendement nr. 9

Mevrouw de Bethune dient een amendement (stuk Senaat, nr. 3-902/2, amendement nr. 9) in dat ertoe strekt te benadrukken dat personeel van de vredesmissies er op moet gewezen worden dat zij zich niet mogen lenen tot het aanvaarden van seksuele diensten ter plaatse.

Amendement nr. 10

Mevrouw de Bethune dient een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-902/2, amendement nr. 10) dat ertoe strekt in de resolutie te verwijzen naar het verzoek van de UNO-Veiligheidsraad gericht aan de Secretaris-generaal om een actieplan neer te leggen ter uitvoering van de resolutie 1325 van de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties.

Amendement nr. 11

Mevrouw de Bethune dient een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-902/2, amendement nr. 11) dat

appuyer les initiatives de l'ONU visant à renforcer l'expertise des cours et tribunaux internationaux en ce qui concerne la dimension du genre.

Amendement n° 12

Mme de Bethune dépose un amendement (doc. Sénat, n° 3-902/2, amendement n° 12) qui vise à souligner qu'il y a trop peu de femmes parmi le personnel d'encadrement des missions de paix.

Amendement n° 13

Mme De Roeck dépose un amendement (doc. Sénat n° 3-902/2, amendement n° 13) qui vise à souligner la nécessité de créer, dans la diplomatie et dans l'armée, un cadre facilitant la combinaison de la carrière avec la vie de famille.

Amendement n° 14

Mme De Roeck dépose un amendement (doc. Sénat n° 3-902/2, amendement n° 14) qui vise également à souligner la nécessité de créer, dans la diplomatie et dans l'armée, un cadre facilitant la combinaison de la carrière avec la vie de famille, aussi longtemps que l'armée n'est pas une institution pacifiste.

Amendement n° 15

M. Cornil et Mme Zrihen déposent un amendement (doc. Sénat, n° 3-902/2, amendement n° 15) qui vise à supprimer la recommandation au ministre de la Défense qui prévoit qu'une concertation directe avec les femmes au niveau local sera inscrite dans le mandat de toutes les missions.

Mme de Bethune indique qu'il s'agit d'une recommandation de l'ONU. L'objectif est d'instaurer un dialogue ouvert avec les organisations locales de femmes, étant donné que la concertation se déroule, le plus souvent, uniquement avec les hommes.

Amendement n° 16

M. Cornil et Mme Zrihen déposent un amendement (doc. Sénat, n° 3-902/2, amendement n° 16) qui vise à supprimer la recommandation au ministre de la Défense qui l'invite à faire un rapport explicite sur la problématique liée à l'aspect « genre » des missions.

Mme de Bethune explique que l'objectif est qu'il soit fait rapport à la commission du suivi des missions à l'étranger. Il n'est d'ailleurs pas demandé que ce rapport soit fait par écrit; en outre, aucune date limite n'est fixée à cet effet.

ertoe strekt om UNO-initiatieven voor het versterken van de genderexpertise van internationale hoven en rechtbanken te ondersteunen.

Amendement nr. 12

Mevrouw de Bethune dient een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-902/2, amendement nr. 12) dat ertoe strekt erop te wijzen dat er te weinig vrouwelijk personeel is voor de omkadering van vredesmissies.

Amendement nr. 13

Mevrouw De Roeck dient een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-902/2, amendement nr. 13) dat ertoe strekt om de nadruk te leggen op het scheppen van een vrouw- en gezinsvriendelijk kader binnen de diplomatie en het leger.

Amendement nr. 14

Mevrouw De Roeck dient een amendement (stuk Senaat, nr. 3-902/2, amendement nr. 14) in dat er eveneens toe strekt om de nadruk te leggen op het scheppen van een vrouw- en gezinsvriendelijk kader binnen de diplomatie en het leger, zolang het leger geen pacifistische instelling is.

Amendement nr. 15

De heer Cornil en mevrouw Zrihen dienen een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-902/2, amendement nr. 15), dat ertoe strekt de aanbeveling aan de minister van Landsverdediging te schrappen, waarin hem wordt gevraagd ervoor te zorgen dat in het mandaat van alle missies steeds direct overleg met lokale vrouwen opgenomen is.

Mevrouw de Bethune legt uit dat dit een aanbeveling is van de UNO. Het is de bedoeling een open dialooglijn te hebben met de lokale vrouwengroepen want gewoonlijk wordt er enkel overlegd met de mannen.

Amendement nr. 16

De heer Cornil en mevrouw Zrihen dienen een amendement in (stuk Senaat, nr. 3-902/2, amendement nr. 16), dat ertoe strekt de aanbeveling aan de minister van Landsverdediging te doen schrappen, waarin hem wordt gevraagd expliciet verslag uit te brengen over het genderspect van de missies.

Mevrouw de Bethune legt uit dat het de bedoeling is dat er zou gerapporteerd worden aan de commissie voor de opvolging van buitenlandse missies. Er wordt trouwens niet gevraagd dat er een schriftelijk verslag zou zijn en bovendien is er ook geen uiterste datum vastgelegd voor het uitbrengen van het rapport.

Corrections techniques

La commission apporte les corrections techniques suivantes, qui ne modifient en rien le contenu de la proposition de résolution :

— Dans le texte néerlandais des développements, à la page 3, § 4, première phrase, le mot «*stel*» est remplacé par le mot «*stelde*».

— Dans le texte néerlandais, à la page 4, au point C.2 des considérants, les mots «*CEDAW-conventie*» sont insérés entre les mots «*van vrouwen*» et les mots «*vaak omschreven*».

— Dans le texte néerlandais, à la page 5, au point C.3 des considérants, le mot «*optionele*» est remplacé par le mot «*facultatieve*».

V. VOTES

L'amendement n° 1 de Mme Durant est adopté par 8 voix et 1 abstention.

L'amendement n° 2 de Mme Durant est adopté par 8 voix et 1 abstention.

L'amendement n° 3 de Mme Durant est rejeté par 5 voix contre 3 et 1 abstention.

L'amendement n° 4 de Mme Durant est adopté par 8 voix et 1 abstention.

L'amendement n° 5 de Mme Durant est adopté par 8 voix et 1 abstention.

L'amendement n° 6 de Mme De Roeck est adopté par 5 voix contre 4.

L'amendement n° 7 de Mme De Roeck est adopté par 5 voix contre 4.

L'amendement n° 8 de Mme de Bethune est adopté par 7 voix et 2 abstentions.

L'amendement n° 9 de Mme de Bethune est adopté par 7 voix et 2 abstentions.

L'amendement n° 10 de Mme de Bethune est adopté par 7 voix et 2 abstentions.

L'amendement n° 11 de Mme de Bethune est adopté par 7 voix et 2 abstentions.

L'amendement n° 12 de Mme de Bethune est rejeté par 4 voix contre 3 et 2 abstentions.

L'amendement n° 13 de Mme De Roeck est adopté par 7 voix et 2 abstentions.

Technische correcties

De commissie brengt volgende technische correcties aan die niets aan de inhoud van het voorstel van resolutie wijzigen:

— In de Nederlandse tekst van de toelichting wordt op pagina 3, 4e paragraaf, in de eerste volzin, het woord «*stel*» vervangen door het woord «*stelde*».

— In de Nederlandse tekst, worden in C.2 van de consideransen op pagina 4, de woorden «*CEDAW-conventie*» ingevoegd tussen de woorden «*van vrouwen*» en de woorden «*vaak omschreven*».

— In de Nederlandse tekst, wordt in C.3 van de consideransen op pagina 5, het woord «*optionele*» vervangen door het woord «*facultatieve*».

V. STEMMINGEN

Het amendement nr. 1 van mevrouw Durant wordt aangenomen met 8 stemmen bij 1 onthouding.

Het amendement nr. 2 van mevrouw Durant wordt aangenomen met 8 stemmen bij 1 onthouding.

Het amendement nr. 3 van mevrouw Durant wordt verworpen met 5 stemmen tegen 3 bij 1 onthouding.

Het amendement nr. 4 van mevrouw Durant wordt aangenomen met 8 stemmen bij 1 onthouding.

Het amendement nr. 5 van mevrouw Durant wordt aangenomen met 8 stemmen bij 1 onthouding.

Het amendement nr. 6 van mevrouw De Roeck wordt aangenomen met 5 stemmen tegen 4.

Het amendement nr. 7 van mevrouw De Roeck wordt aangenomen met 5 stemmen tegen 4.

Het amendement nr. 8 van mevrouw de Bethune wordt aangenomen met 7 stemmen bij 2 onthoudingen

Het amendement nr. 9 van mevrouw de Bethune wordt aangenomen met 7 stemmen bij 2 onthoudingen.

Het amendement nr. 10 van mevrouw de Bethune wordt aangenomen met 7 stemmen bij 2 onthoudingen.

Het amendement nr. 11 van mevrouw de Bethune wordt aangenomen met 7 stemmen bij 2 onthoudingen.

Het amendement nr. 12 van mevrouw de Bethune wordt verworpen met 4 stemmen tegen 3 bij 2 onthoudingen.

Het amendement nr. 13 van mevrouw De Roeck wordt aangenomen met 7 stemmen bij 2 onthoudingen.

L'amendement n° 14 de Mme De Roeck est adopté par 7 voix et 2 abstentions.

L'amendement n° 15 de M. Cornil est adopté par 5 voix contre 2 et 3 abstentions.

L'amendement n° 16 de M. Cornil est rejeté par 4 voix contre 3 et 3 abstentions.

L'ensemble de la proposition de résolution n° 3-902/1 ainsi amendée a été adopté par 8 voix et 2 abstentions.

Confiance a été faite à la rapporteuse pour la rédaction du présent rapport.

La rapporteuse,

Jacinta DE ROECK.

Le président,

François ROELANTS du VIVIER.

Het amendement nr. 14 van mevrouw De Roeck wordt aangenomen met 7 stemmen bij 2 onthoudingen.

Het amendement nr. 15 van de heer Cornil wordt aangenomen met 5 stemmen tegen 2 bij 3 onthoudingen.

Het amendement nr. 16 van de heer Cornil wordt verworpen met 4 stemmen tegen 3 bij 3 onthoudingen.

Het geamendeerde voorstel van resolutie nr. 3-902/1 in zijn geheel wordt aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

Vertrouwen werd geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van dit rapport.

De rapporteur,

Jacinta DE ROECK.

De voorzitter,

François ROELANTS du VIVIER.

ANNEXE

Résolution 1325 (2000) adoptée par le Conseil de sécurité à sa 4213^e séance, le 31 octobre 2000**Le Conseil de sécurité,**

Rappelant ses résolutions 1261 (1999) du 25 août 1999, 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1296 (2000) du 19 avril 2000 et 1314 (2000) du 11 août 2000, ainsi que les déclarations de son Président sur la question, et rappelant aussi la déclaration que son Président a faite à la presse à l'occasion de la Journée des Nations Unies pour les droits des femmes et la paix internationale (Journée internationale de la femme), le 8 mars 2000 (SC/6816),

Rappelant également les engagements de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin (A/52/231) ainsi que ceux qui figurent dans le texte adopté par l'Assemblée générale à sa vingt-troisième session extraordinaire intitulée «Les femmes en l'an 2000: égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle» (A/S-23/10/Rev. 1), en particulier ceux qui concernent les femmes et les conflits armés,

Ayant présents à l'esprit les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et considérant que la Charte confère au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Constatant avec préoccupation que la grande majorité de ceux qui subissent les effets préjudiciables des conflits armés, y compris les réfugiés et les déplacés, sont des civils, en particulier des femmes et des enfants, et que les combattants et les éléments armés les prennent de plus en plus souvent pour cible, et conscient des conséquences qui en découlent pour l'instauration d'une paix durable et pour la réconciliation,

Réaffirmant le rôle important que les femmes jouent dans la prévention et le règlement des conflits et dans la consolidation de la paix et soulignant qu'il importe qu'elles participent sur un pied d'égalité à tous les efforts visant à maintenir et à promouvoir la paix et la sécurité et qu'elles y soient pleinement associées, et qu'il convient de les faire participer davantage aux décisions prises en vue de la prévention et du règlement des différends,

Réaffirmant aussi la nécessité de respecter scrupuleusement les dispositions du droit international humanitaire et des instruments relatifs aux droits de l'homme qui protègent les droits des femmes et des petites filles pendant et après les conflits,

Soulignant que toutes les parties doivent veiller à ce que les programmes de déminage et de sensibilisation au danger des mines tiennent compte des besoins particuliers des femmes et des petites filles,

Considérant qu'il est urgent d'incorporer dans les opérations de maintien de la paix une démarche sexospécifique et, à cet égard, prenant note de la Déclaration de Windhoek et du Plan d'action de Namibie sur l'intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans les opérations multidimensionnelles de paix (S/2000/693),

Mesurant l'importance de la recommandation contenue dans la déclaration que son Président a faite à la presse le 8 mars 2000, tendant à ce que tout le personnel des opérations de maintien de la paix reçoive une formation spécialisée au sujet de la protection, des besoins particuliers et des droits fondamentaux des femmes et des enfants dans les situations de conflit,

Considérant que, si les effets des conflits armés sur les femmes et les petites filles étaient mieux compris, s'il existait des arrangements institutionnels efficaces pour garantir leur protection et si

BIJLAGE

Resolution 1325 (2000) adopted by the Security Council at its 4213th meeting, on 31 October 2000**The Security Council,**

Recalling its resolutions 1261 (1999) of 25 August 1999, 1265 (1999) of 17 September 1999, 1296 (2000) of 19 April 2000 and 1314 (2000) of 11 August 2000, as well as relevant statements of its President, and recalling also the statement of its President to the press on the occasion of the United Nations Day for Women's Rights and International Peace (International Women's Day) of 8 March 2000 (SC/6816),

Recalling also the commitments of the Beijing Declaration and Platform for Action (A/52/231) as well as those contained in the outcome document of the twenty-third Special Session of the United Nations General Assembly entitled «Women 2000: Gender Equality, Development and Peace for the Twenty-First Century» (A/S-23/10/Rev. 1), in particular those concerning women and armed conflict,

Bearing in mind the purposes and principles of the Charter of the United Nations and the primary responsibility of the Security Council under the Charter for the maintenance of international peace and security,

Expressing concern that civilians, particularly women and children, account for the vast majority of those adversely affected by armed conflict, including as refugees and internally displaced persons, and increasingly are targeted by combatants and armed elements, and recognizing the consequent impact this has on durable peace and reconciliation,

Reaffirming the important role of women in the prevention and resolution of conflicts and in peace-building, and stressing the importance of their equal participation and full involvement in all efforts for the maintenance and promotion of peace and security, and the need to increase their role in decision-making with regard to conflict prevention and resolution,

Reaffirming also the need to implement fully international humanitarian and human rights law that protects the rights of women and girls during and after conflicts,

Emphasizing the need for all parties to ensure that mine clearance and mine awareness programmes take into account the special needs of women and girls,

Recognizing the urgent need to mainstream a gender perspective into peacekeeping operations, and in this regard noting the Windhoek Declaration and the Namibia Plan of Action on Mainstreaming a Gender Perspective in Multidimensional Peace Support Operations (S/2000/693),

Recognizing also the importance of the recommendation contained in the statement of its President to the press of 8 March 2000 for specialized training for all peacekeeping personnel on the protection, special needs and human rights of women and children in conflict situations,

Recognizing that an understanding of the impact of armed conflict on women and girls, effective institutional arrangements to guarantee their protection and full participation in the peace pro-

les femmes participaient pleinement au processus de paix, le maintien et la promotion de la paix et de la sécurité internationales seraient facilités,

Notant qu'il est nécessaire de disposer d'un ensemble de données au sujet des effets des conflits armés sur les femmes et les petites filles,

1. Demande instamment aux États Membres de faire en sorte que les femmes soient davantage représentées à tous les niveaux de prise de décisions dans les institutions et mécanismes nationaux, régionaux et internationaux pour la prévention, la gestion et le règlement des différends;

2. Engage le Secrétaire général à appliquer son plan d'action stratégique (A/49/587) prévoyant une participation accrue des femmes à la prise des décisions concernant le règlement des conflits et les processus de paix;

3. Demande instamment au Secrétaire général de nommer plus de femmes parmi les Représentants et Envoyés spéciaux chargés de missions de bons offices en son nom, et, à cet égard, demande aux États Membres de communiquer au Secrétaire général le nom de candidates pouvant être inscrites dans une liste centralisée régulièrement mise à jour;

4. Demande instamment aussi au Secrétaire général de chercher à accroître le rôle et la contribution des femmes dans les opérations des Nations Unies sur le terrain, en particulier en qualité d'observateurs militaires, de membres de la police civile, de spécialistes des droits de l'homme et de membres d'opérations humanitaires;

5. Se déclare prêt à incorporer une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans les opérations de maintien de la paix, et prie instamment le Secrétaire général de veiller à ce que les opérations sur le terrain comprennent, le cas échéant, une composante femmes;

6. Prie le Secrétaire général de communiquer aux États Membres des directives et éléments de formation concernant la protection, les droits et les besoins particuliers des femmes, ainsi que l'importance de la participation des femmes à toutes les mesures de maintien de la paix et de consolidation de la paix, invite les États Membres à incorporer ces éléments, ainsi que des activités de sensibilisation au VIH/sida, dans les programmes nationaux de formation qu'ils organisent à l'intention du personnel des forces militaires et de la police civile qui se prépare à un déploiement, et prie en outre le Secrétaire général de veiller à ce que le personnel civil des opérations de maintien de la paix reçoive une formation analogue;

7. Prie instamment les États Membres d'accroître le soutien financier, technique et logistique qu'ils choisissent d'apporter aux activités de formation aux questions de parité, y compris à celles qui sont menées par les fonds et programmes compétents, notamment le Fonds des Nations Unies pour la femme, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et autres organes compétents;

8. Demande à tous les intéressés, lors de la négociation et de la mise en œuvre d'accords de paix, d'adopter une démarche soucieuse d'équité entre les sexes, en particulier:

a) De tenir compte des besoins particuliers des femmes et des petites filles lors du rapatriement et de la réinstallation et en vue du relèvement, de la réinsertion et de la reconstruction après les conflits;

b) D'adopter des mesures venant appuyer les initiatives de paix prises par des groupes locaux de femmes et les processus locaux de règlement des différends, et faisant participer les femmes à tous les mécanismes de mise en œuvre des accords de paix;

c) D'adopter des mesures garantissant la protection et le respect des droits fondamentaux des femmes et des petites filles, en particulier dans les domaines de la constitution, du système électoral, de la police et du système judiciaire;

cess can significantly contribute to the maintenance and promotion of international peace and security,

Noting the need to consolidate data on the impact of armed conflict on women and girls,

1. Urges Member States to ensure increased representation of women at all decision-making levels in national, regional and international institutions and mechanisms for the prevention, management, and resolution of conflict;

2. Encourages the Secretary-General to implement his strategic plan of action (A/49/587) calling for an increase in the participation of women at decision-making levels in conflict resolution and peace processes;

3. Urges the Secretary-General to appoint more women as special representatives and envoys to pursue good offices on his behalf, and in this regard calls on Member States to provide candidates to the Secretary-General, for inclusion in a regularly updated centralized roster;

4. Further urges the Secretary-General to seek to expand the role and contribution of women in United Nations field-based operations, and especially among military observers, civilian police, human rights and humanitarian personnel;

5. Expresses its willingness to incorporate a gender perspective into peacekeeping operations, and urges the Secretary-General to ensure that, where appropriate, field operations include a gender component;

6. Requests the Secretary-General to provide to Member States training guidelines and materials on the protection, rights and the particular needs of women, as well as on the importance of involving women in all peacekeeping and peace-building measures, invites Member States to incorporate these elements as well as HIV/AIDS awareness training into their national training programmes for military and civilian police personnel in preparation for deployment, and further requests the Secretary-General to ensure that civilian personnel of peacekeeping operations receive similar training;

7. Urges Member States to increase their voluntary financial, technical and logistical support for gender-sensitive training efforts, including those undertaken by relevant funds and programmes, inter alia, the United Nations Fund for Women and United Nations Children's Fund, and by the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees and other relevant bodies;

8. Calls on all actors involved, when negotiating and implementing peace agreements, to adopt a gender perspective, including, inter alia:

(a) The special needs of women and girls during repatriation and resettlement and for rehabilitation, reintegration and post-conflict reconstruction;

(b) Measures that support local women's peace initiatives and indigenous processes for conflict resolution, and that involve women in all of the implementation mechanisms of the peace agreements;

(c) Measures that ensure the protection of and respect for human rights of women and girls, particularly as they relate to the constitution, the electoral system, the police and the judiciary;

9. Demande à toutes les parties à un conflit armé de respecter pleinement le droit international applicable aux droits et à la protection des femmes et petites filles, en particulier en tant que personnes civiles, notamment les obligations qui leur incombent en vertu des Conventions de Genève de 1949 et des Protocoles additionnels y afférents de 1977, de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et de son Protocole additionnel de 1967, de la Convention de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de son Protocole facultatif de 1999, ainsi que de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant de 1989 et de ses deux Protocoles facultatifs du 25 mai 2000, et de tenir compte des dispositions pertinentes du Statut de Rome de la Cour pénale internationale;

10. Demande à toutes les parties à un conflit armé de prendre des mesures particulières pour protéger les femmes et les petites filles contre les actes de violence sexiste, en particulier le viol et les autres formes de sévices sexuels, ainsi que contre toutes les autres formes de violence dans les situations de conflit armé;

11. Souligne que tous les États ont l'obligation de mettre fin à l'impunité et de poursuivre en justice ceux qui sont accusés de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, y compris toutes les formes de violence sexiste et autre contre les femmes et les petites filles, et à cet égard fait valoir qu'il est nécessaire d'exclure si possible ces crimes du bénéfice des mesures d'amnistie;

12. Demande à toutes les parties à un conflit armé de respecter le caractère civil et humanitaire des camps et installations de réfugiés et de tenir compte des besoins particuliers des femmes et des petites filles, y compris lors de la construction de ces camps et installations, et rappelle ses résolutions 1208 (1998) du 19 novembre 1998 et 1296 (2000) du 19 avril 2000;

13. Engage tous ceux qui participent à la planification des opérations de désarmement, de démobilisation et de réinsertion à prendre en considération les besoins différents des femmes et des hommes ex-combattants et à tenir compte des besoins des personnes à leur charge;

14. Se déclare de nouveau prêt, lorsqu'il adopte des mesures en vertu de l'article 41 de la Charte des Nations Unies, à étudier les effets que celles-ci pourraient avoir sur la population civile, compte tenu des besoins particuliers des femmes et des petites filles, en vue d'envisager, le cas échéant, des exemptions à titre humanitaire;

15. Se déclare disposé à veiller à ce que ses missions tiennent compte de considérations de parité entre les sexes ainsi que des droits des femmes, grâce notamment à des consultations avec des groupements locaux et internationaux de femmes;

16. Invite le Secrétaire général à étudier les effets des conflits armés sur les femmes et les petites filles, le rôle des femmes dans la consolidation de la paix et la composante femmes des processus de paix et de règlement des différends, et l'invite également à lui présenter un rapport sur les résultats de cette étude et à le communiquer à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies;

17. Prie le Secrétaire général d'inclure, le cas échéant, dans les rapports qu'il lui présentera, des informations sur l'intégration des questions de parité entre les sexes dans toutes les missions de maintien de la paix et sur tous les autres aspects ayant trait aux femmes et aux petites filles;

18. Décide de demeurer activement saisi de la question.

9. Calls upon all parties to armed conflict to respect fully international law applicable to the rights and protection of women and girls, especially as civilians, in particular the obligations applicable to them under the Geneva Conventions of 1949 and the Additional Protocols thereto of 1977, the Refugee Convention of 1951 and the Protocol thereto of 1967, the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women of 1979 and the Optional Protocol thereto of 1999 and the United Nations Convention on the Rights of the Child of 1989 and the two Optional Protocols thereto of 25 May 2000, and to bear in mind the relevant provisions of the Rome Statute of the International Criminal Court;

10. Calls on all parties to armed conflict to take special measures to protect women and girls from gender-based violence, particularly rape and other forms of sexual abuse, and all other forms of violence in situations of armed conflict;

11. Emphasizes the responsibility of all States to put an end to impunity and to prosecute those responsible for genocide, crimes against humanity, and war crimes including those relating to sexual and other violence against women and girls, and in this regard stresses the need to exclude these crimes, where feasible from amnesty provisions;

12. Calls upon all parties to armed conflict to respect the civilian and humanitarian character of refugee camps and settlements, and to take into account the particular needs of women and girls, including in their design, and recalls its resolutions 1208 (1998) of 19 November 1998 and 1296 (2000) of 19 April 2000;

13. Encourages all those involved in the planning for disarmament, demobilization and reintegration to consider the different needs of female and male ex-combatants and to take into account the needs of their dependants;

14. Reaffirms its readiness, whenever measures are adopted under Article 41 of the Charter of the United Nations, to give consideration to their potential impact on the civilian population, bearing in mind the special needs of women and girls, in order to consider appropriate humanitarian exemptions;

15. Expresses its willingness to ensure that Security Council missions take into account gender considerations and the rights of women, including through consultation with local and international women's groups;

16. Invites the Secretary-General to carry out a study on the impact of armed conflict on women and girls, the role of women in peace-building and the gender dimensions of peace processes and conflict resolution, and further invites him to submit a report to the Security Council on the results of this study and to make this available to all Member States of the United Nations;

17. Requests the Secretary-General, where appropriate, to include in his reporting to the Security Council progress on gender mainstreaming throughout peacekeeping missions and all other aspects relating to women and girls;

18. Decides to remain actively seized of the matter.